



## Les enfants migrants et réfugiés dans le monde pourraient remplir un demi-million de salles de classe, d'après un Rapport de l'UNESCO sur l'éducation

Paris, 20 novembre - Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019 de l'UNESCO, intitulé *Migration, déplacement et éducation : Bâtir des ponts, pas des murs*, a été lancé en présence de la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, à Berlin le 20 novembre. Il montre que le nombre d'enfants migrants et réfugiés en âge d'aller à l'école dans le monde a augmenté de 26% depuis 2000 et pourrait aujourd'hui remplir un demi-million de salles de classe.

Le Rapport met en lumière les réalisations et les lacunes des pays en ce qui concerne le droit des enfants migrants et réfugiés à bénéficier d'une éducation de qualité, un droit qui bénéficie à la fois aux apprenants et aux communautés dans lesquelles ils vivent.

Le droit de ces enfants à une éducation de qualité, même s'il est de plus en plus reconnu en théorie, est remis en question quotidiennement dans les salles de classe et les cours d'école et carrément nié par certains gouvernements. Au cours des deux années qui se sont écoulées depuis la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants adoptée en 2016, les réfugiés ont manqué 1,5 milliard de jours d'école.

Malgré tout, des progrès ont été accomplis dans l'intégration des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux, comme c'est le cas dans huit des dix principaux pays d'accueil des réfugiés. Parmi les champions figurent des pays à faible revenu comme le Tchad, l'Éthiopie et l'Ouganda. Le Canada et l'Irlande se distinguent quant à eux dans la mise en œuvre de politiques d'éducation inclusive pour les immigrants.

Comme l'affirme la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, « Tout le monde est perdant lorsque les migrants et les réfugiés sont privés d'accès à l'éducation. L'éducation est la clé de l'inclusion et de la cohésion. Une plus grande diversité en classe, si elle constitue un défi pour les enseignants, peut favoriser le respect de la diversité et être l'occasion d'apprendre des autres. C'est le meilleur moyen de rendre les communautés plus fortes et plus résilientes. »

**Réfugiés** : La moitié des personnes déplacées de force dans le monde ont moins de 18 ans. Pourtant, dans de nombreux pays ils sont exclus du système éducatif national. Les enfants demandeurs d'asile en détention dans des pays comme l'Australie, la Hongrie, l'Indonésie, la Malaisie et le Mexique ont un accès limité à l'éducation, lorsqu'ils ne sont pas carrément privés d'accès à l'éducation. Les réfugiés rohingyas au Bangladesh, les réfugiés burundais en

République-Unie de Tanzanie, les réfugiés karens en Thaïlande et de nombreux réfugiés afghans au Pakistan ne peuvent recevoir une éducation que dans des écoles séparées, non formelles, communautaires ou privées, dont certaines ne sont pas certifiées. Certains de ces pays d'accueil n'offrent pas aux apprenants réfugiés les cours de langue dont ils auraient besoin pour s'intégrer socialement et avoir des chances de trouver un emploi.

Le Kenya, par exemple, permet aux réfugiés de suivre son programme scolaire national mais ne parvient pas à les intégrer pleinement parce que les élèves réfugiés vivent dans des camps où ils n'ont pas la possibilité de communiquer avec leurs pairs kenyans. Le Liban et la Jordanie, qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés par habitant, ne disposent pas des ressources nécessaires pour construire davantage d'écoles. Ils ont donc établi des horaires scolaires distincts le matin et l'après-midi pour les enfants citoyens et les enfants réfugiés, ce qui limite l'interaction entre les deux groupes.

Le Rapport salue les investissements considérables consentis par des pays comme le Rwanda et la République islamique d'Iran pour faire en sorte que les réfugiés fréquentent l'école aux côtés des nationaux. La Turquie s'est engagée à inclure tous les réfugiés dans son système éducatif national d'ici 2020, tout comme sept pays d'Afrique de l'Est. L'Ouganda a déjà tenu ses engagements en la matière.

Les efforts en faveur de l'inclusion risquent d'échouer faute d'un nombre suffisant d'enseignants qualifiés. Au Liban, seuls 55 % des enseignants et du personnel ont reçu une formation spécialisée pour répondre aux besoins des apprenants déplacés au cours des deux dernières années. Pour fournir une éducation de qualité à tous les réfugiés, l'Allemagne aurait besoin de 42 000 nouveaux enseignants, la Turquie de 80 000 et l'Ouganda de 7 000.

Les pays à faibles et moyens revenus accueillent 89% des réfugiés mais manquent de fonds pour faire face à la situation. Les donateurs doivent multiplier par trois leurs dépenses pour l'éducation des réfugiés et assurer un soutien à long terme.

**Immigrants** : La proportion d'étudiants issus de l'immigration dans les pays à revenu élevé est passée de 15% à 18% entre 2005 et 2017. Ils sont aujourd'hui 36 millions, soit l'équivalent de l'ensemble de la population d'âge scolaire en Europe. Aux taux actuels, il pourrait atteindre 22 % d'ici 2030. Mais les enfants immigrés n'ont pas les mêmes chances de réussites que les autres. En 2017, dans l'Union européenne, deux fois plus de jeunes nés à l'étranger ont quitté l'école prématurément que les enfants nés sur place. Les élèves immigrants de première génération dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) étaient 32 % moins susceptibles que les autres d'acquérir des compétences de base en lecture, en mathématiques et en sciences en 2015.

Manos Antoninis, Directeur du rapport GEM, a déclaré : « Les pays ne peuvent pas considérer qu'ils se sont acquittés de leur tâche une fois que les immigrants sont à l'école car ils sont exclus de bien d'autres manières. Ils finissent dans des écoles moins performantes ou dans des établissements moins bien dotés situés dans des quartiers en difficulté. Néanmoins, presque tous les pays sont en train de se rallier à deux pactes mondiaux sur les réfugiés et les migrants, qui contiennent plusieurs engagements clés en matière d'éducation. Ça pourrait être le point de bascule tant attendu. »

Le Canada, qui compte le plus grand pourcentage d'immigrants parmi les sept pays industrialisés les plus riches, veille à ce que les enfants soient sensibilisés aux problématiques

liées à la migration dès la deuxième année du secondaire et a inscrit le multiculturalisme dans sa constitution. L'Irlande, qui affiche le pourcentage le plus élevé d'immigrants de première génération dans l'Union européenne, a réussi à financer une stratégie d'éducation interculturelle alors qu'elle traversait une crise financière profonde.

Les Recommandations du Rapport sont les suivantes :

1. Protéger le droit à l'éducation des migrants et des personnes déplacées
2. Inclure les migrants et les personnes déplacées dans le système éducatif national.
3. Allier compréhension et planification pour répondre aux besoins éducatifs des migrants et des personnes déplacées.
4. Intégrer l'histoire des migrations et des déplacements dans les programmes afin de remettre en question les préjugés.
5. Préparer les enseignants des migrants et des réfugiés aux questions liées à la diversité et aux difficultés économiques.
6. Mobiliser le potentiel des migrants et des personnes déplacées.
7. Répondre aux besoins éducatifs des migrants et des personnes déplacées en matière d'aide humanitaire et d'aide au développement.

\*\*\*\*

Pour plus d'informations, veuillez contacter Kate Redman [k.redman@unesco.org](mailto:k.redman@unesco.org)  
+33(0)67178623234

Visitez la page de la campagne #EducationOnTheMove pour suivre en temps réel l'histoire de personnes déplacées dans le monde entier, voir à quels défis ils sont confrontés et leurs succès pour accéder à une éducation inclusive.

[Dossier de presse électronique](#)